# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 6 JUIN 1848.

Imprimé et publié par
**HAGNE & WEISSE.**
No 81, rue de Chartres, et No. 13, rue du Camp

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 6 JUIN 1848.


## LES DÉMOCRATES ET LEUR CANDIDAT.

Les democrates semblent avoir pris à tâche de détruire eux-mêmes la popularité du général Cass. Le Sud et le Nord l'attaquent avec une touchante unanimité. Les deux Etats rivages sont New-York et la Caroline du Sud. A New-York on reproche au candidat locofoco d'être partisan de l'esclavage; dans la Caroline du Sud, on l'anathematise comme abolitioniste. Voilà ce que c'est que de chercher à ménager, comme un dit vulgairement, la chèvre et le chou. En ne voulant déplaire ni aux abolitionnistes ni aux partisans de l'esclavage, M. Cass s'est attiré d'irréconciliables ennemis des uns et des autres. N'est-ce pas là une preuve en faveur de la fameuse déclaration de principes qui est loin d'être claire, loin d'être franche et sincère? S'il avait eu plus d'audace, s'il avait eu le courage de ses convictions, s'il avait dit aux abolitionnistes: Je suis partisan de l'esclavage, ou aux partisans de l'esclavage: Je suis abolitionniste, et cela sans arrière-pensée, sans circonlocutions, sans menagement, on aurait tenu compte de sa loyauté, et les deux fractions lui auraient peut-être accordé leurs suffrages. Mais le général Cass est diplomate; il a voulu jouer au plus fin, et il comprendra à ses dépens que les électeurs ne sont pas dénués de perspicacité.

Ainsi que l'on ne croie pas que nous inventions, pour l'amusement de nos lecteurs, les dissensions que nous leur signalons, nous allons citer quelques lignes de l'*Evening Post*, journal publié à New-York:

"M. Cass n'a pas reçu à proprement parler les deux tiers des suffrages, car le chiffre n'a pas été calculé sur le nombre total des délégués, mais seulement de ceux qui ont concouru à l'élection. Si les représentants de New-York avaient pu exercer leur droit, M. Cass n'eut pas été nommé. Les amis de cet aspirant ont compris qu'il fallait exclure ou neutraliser le vote de notre délégation.

"Neuf des voix enregistrées pour M. Cass lui ont été données par un commandeur de negres de la Caroline du Sud, nommé à la convention par quelques compères du voisinage. Cet individu, nous désigne, a voté pour tout l'Etat. Or, il est evident que M. Cass ne sera pas soutenu dans la Caroline du Sud s'il ne fait pas une nouvelle déclaration de principes pour l'esclavage. Le choix de la convention n'a pas été non plus ratifié à l'unanimité. Les délégués de l'Alabama et de la Georgie ont refusé de l'approuver à moins que les amis de M. Cass ne s'expliquassent sur l'esclavage.

"Que signifie donc ce choix? Il a été fait par une assemblée mutilée et formée de telle sorte que l'on ne peut pas dire qu'elle représentait l'opinion publique.

"Le gage des *Barnburners*, comme on le voit, n'y a pas de main morte. Il faut convenir que ce langage est passablement clair et qu'il ne présage rien de bon pour l'avenir de nos adversaires. Mais ce n'est pas tout; citons maintenant quelques lignes du *New-York Globe*:

"Nous ne regrettons pas que l'on ait désigné de préference M. Cass parmi les partisans de l'esclavage, car la democratie de notre candidat a souvent et pleinement exprimé son opinion sur cet homme. Sa conduite politique dans plusieurs circonstances, mais surtout son sentiment sur l'esclavage dans les territoires, lui ont valu le mépris grace pour Cass du peuple de cet Etat, et nous sommes heureux que l'occasion se présente de lui prouver aux électeurs."

Ce même journal ajoute un peu plus loin:

"New-York a été outragé et insulté; notre vengeance sera complète et restera long temps dans la mémoire de ceux qui ont voulu, etc., etc., etc."

Maintenant lisez les journaux de Charleston, et vous verrez que Cass y est traité d'abolitioniste. Le pauvre candidat démocratique est exposé à un feu croisé, à ce que le général Scott appellerait *a fire in front and a fire in the rear*. Comment sortira-t-il de ce mauvais pas? Quelque téconde que soit son imaginative, il ne s'en tirera pas. Le mal est fait. Il est-il possible de revenir sur sa déclaration au sujet du proviso-Wilmot et de s'exprimer en termes moins equivoques! Non, parce qu'il ne retirerait à coup sûr la phrase: *des autres états*, abolitionnistes non, mais se contentent de ses déclarations sur l'esclavage pour les interpréter complaisamment selon leurs sympathies ou leurs opinions particulières.

Le journal officiel prêche en vain l'oubli du passé et la bonne harmonie pour l'avenir. Il est amusant de voir la peine que se donne M. Ritchie pour prouver aux deux fractions rivales de New-York qu'elles ont complètement tort en également raison. Mais ses efforts sont vains. La scission est trop éclatante pour qu'un rapprochement soit possible. Il y a entre les partisans de l'esclavage et les abolitionnistes un abîme que creusent incessamment les apres discussions de la presse et où M. Cass doit infailliblement être precipité.

---

LE TRAITÉ DE PAIX.—Le général Butler, dans une lettre adressée au général Brook, et portant la date du 26 mai au soir, dit que le traité de paix a été ratifié par le Sénat à une majorité de 33 voix contre 1, et que l'échange des ratifications aura probablement lieu le lendemain. Le général Butler annonce également que l'armée, composée de 27,000 hommes, se trouvera sur la route dans une vingtaine de jours, et qu'il a besoin immédiatement de navires pour transporter les troupes aux Etats-Unis.

---

INDIENS.—Les journaux de St-Louis, du 29 mai, annoncent que la colonie des Mormons, à Salt Lake, a été attaquée par les Indiens. Des hommes, des femmes et des enfants ont été massacrés. On ne sait à quelle cause attribuer ces hostilités inattendues, mais on apprend, d'après les nouvelles que nous avons déjà reçues de l'Oregon, que les Indiens ont résolu d'attaquer sur tous les points à la fois les petites colonies américaines, parsemées dans les déserts de l'Ouest. Les émigrans sont en proie à de vives alarmes. Il faudrait un corps de troupes considérable pour les protéger, car les Indiens se réunissent partout en armes et menacent les blancs. On rapporte qu'un convoi parti du fort Leavenworth a été attaqué par les Indiens à Walnut Creek, et que vingt Américains ont été tués.

---

NEW JERSEY.—Les whigs du New-Jersey se sont réunis en convention le 24 du mois dernier, à Trenton, et ont nommé sept délégués pour les représenter à la convention nationale. Trois d'entre eux voteront au premier scrutin pour le général Taylor.

---

INCENDIES.—Les incendies deviennent chaque jour plus fréquens dans les villes du Nord. A Dorchester, dans le Massachusetts, une grande manufacture a été détruite ces jours derniers par les flammes. Une autre manufacture a été également consumée à Hutchcockville, dans le Connecticut, ainsi qu'une tannerie de New-York, estimée à 200,000. A Baltimore, le feu a éclaté le 28 mai au soir, dans une manufacture de cotonnades et a consumé ce bâtiment ainsi que sept grandes maisons à trois étages, seize autres jolies maisons dans une rue adjacente, et quatre maisons à quatre étages dans Lexington Street, sans compter nombre d'autres petits édifices d'une moindre valeur, et une seconde manufacture. La perte des deux manufactures seule en estimée à cent mille piastres. Cinq autres incendies ont éclaté à Baltimore de samedi soir à lundi matin.

---

LE GÉNÉRAL SCOTT.—Ce brave officier est arrivé à Baltimore dans la nuit du 27 mai: il se dirigeait vers la ville de Frederick où la cour d'enquête siége actuellement. Le général Scott a été accueilli à Baltimore au milieu des transports de l'enthousiasme général: les populations semblent vouloir lui faire oublier la disgrace imméritée dont l'a frappé le gouvernement.

---

CONSUL-GÉNÉRAL A NEW-YORK.—M. Simonin a été nommé par un décret du 6 mai, consul général de France à New-York.

---

IOWA.—On écrit de l'Iowa que la candidature du général Taylor est très populaire dans cet Etat. Le vote électoral de l'Iowa lui est d'avance acquis. Beaucoup de démocrates lui donneront leurs suffrages.

---

HAVANE.—Nous avons reçu hier des journaux de la Havane du 27 mai. Nous y trouvons quelques détails plus récens sur les événemens de Venezuela. Il était question, aux dernières dates, de déposer le vice-président Urbaneja, et de nommer à sa place Guzman. Le législateur de Venezuela a clos sa session le 21 avril au soir.

## Chronique Locale.

CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ NO UR.—Les aldermen devaient se réunir hier soir; mais faute de quorum, la séance a été ajournée à lundi prochain. Le maire convoquera probablement le Conseil pour jeudi prochain.

---

1re COUR DE DISTRICT.—Rien d'intéressant à la 1re Cour de District. Quelques affaires civiles y ont été appelées. Le shérif en actuellement occupé à faire le tirage d'un jury pour le mois de juin.

---

HOMICIDE.—Le 26 du mois dernier, une femme nommée Brown s'est introduit à l'aide d'effraction dans le domicile de M. Michael Dailey, et a blessé celui-ci d'un coup de couteau à la main droite. La prévenue a été interrogée hier par le recorder Seuzeneau et envoyé à la Cour criminelle.

---

—L'examen de John Fromentin, homme de couleur libre, a eu lieu hier à midi, devant le recorder Génois. Il est accusé, on se le rappelle, d'avoir blessé grièvement d'un coup de rasoir M. William Spriggs, chez un barbier de la rue Bienville. Le recorder l'a envoyé à la Cour criminelle.

---

RECORDER GÉNOIS — Charlotte Lattimore, femme de couleur libre, a dénoncé hier au recorder Génois le nommé Bernard Couvent, homme de couleur libre. Ce dernier est accusé d'avoir pénétré de vive force dans le domicile de la plaignante.

—La femme Elizabeth Heath a fait un affidavit contre la femme Fanny M. Smith. Celle-ci est accusée d'avoir pénétré dans le domicile de la plaignante et de l'avoir blessée d'un coup de poignard. Fanny a été arrêtée et a dû fournir un cautionnement pour répondre de sa prochaine comparution.

---

ENQUÊTE.—Le coroner a pratiqué hier une enquête sur le corps d'un petit enfant blanc, nommé David Wilson, âgé d'environ 14 ans. Le cadavre a été retiré du fleuve, vis à vis la rue Julie, 2me Municipalité. Le jeune Wilson s'est noyé dimanche dernier en jouant sur le fleuve.

---

VOL.—Vendredi dernier, des voleurs se sont introduits dans le domicile de M. Joseph Teigo, dans les limites de la 1re Municipalité, et ont réussi à enlever divers outils. Celui-ci ayant des soupçons sur un nommé Peter Robertson, l'a fait arrêter hier. Il n'a pas encore subi son interrogatoire.

---

RECORDER BALDWIN—La femme Sarah Delaney et la femme Hudson comparaissent hier matin devant le recorder Baldwin, pour avoir vendu des liqueurs sans licence. La première a été envoyée pardevant la Première Cour de District, et la seconde a été mise en prison.

---

—Le waichman Hayes a déclaré que, dans la nuit de samedi dernier, ayant voulu rétablir l'ordre parmi des gens qui se battaient, il a été frappé d'un coup de bâton par le nommé H. Johnson. Celui-ci a été arrêté et envoyé pardevant la Première Cour de District.

## CONGRES.

SÉNAT—27 mai—Pas de séance.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.—La chambre vote, après une troisième lecture, un bill qui autorise MM. Howard et fils à introduire dans leur ligne de steamers deux navires espagnols jusqu'à ce que tous les vapeurs américains soient terminés. La chambre vote également les bills suivans: Acte accordant aux officiers d'artillerie le droit de faire escale dans les ports américains aux mêmes conditions que les steamers américains que le gouvernement espagnol a autorisés à toucher à la Havane;"—" Acte pour compléter la loi relative aux terres publiques du Mississipi."

Sur motion de M. Rockwell, la chambre se constitue en comité général pour délibérer sur certains bills qu'appelle l'ordre du jour. A deux heures, la séance est levée.

---

ELECTION DANS LA CAROLINE DU SUD—Il paraît que M. H. H. Thompson n'a pas été élu représentant au Congrès, en remplacement de M. Black, decédé. C'est le général Wallace qui a été designé; il a reçu 2,139 voix, tandis que M. Thompson n'en a reçu que 2,134.

## REVUE DES JOURNAUX FRANÇAIS

Nous avons reçu par la malle d'hier nos numéros de journaux français venues par l'*Hibernia*. Nous y puisons ce qui s'y trouve de plus intéressant. Voici d'abord le rapport du gouvernement provisoire, rédigé par Lamartine.

M. LAMARTINE: Je vais avoir l'honneur de donner lecture à l'Assemblée du rapport délibéré par le gouvernement provisoire.

Citoyens représentans,

Au moment où vous entrez dans l'exercice de votre souveraineté, au moment où nous remettons entre vos mains les pouvoirs d'urgence que la Révolution nous avait provisoirement confiés, nous vous devons d'abord compte de la situation où nous avons trouvé et où vous trouvez vous-même la patrie.

Une révolution a éclaté le 24 février. Le peuple a renversé le trône; il a juré sur ses débris de régner désormais seul et tout entier par lui-même. Il nous a chargés de pourvoir provisoirement au danger et aux nécessités de l'interrègne qu'il avait à traverser pour arriver en ordre et sans anarchie à son règne unanime et définitif.

Notre première pensée a été d'abréger cet intervalle, en convoquant aussitôt la représentation nationale, en qui seule réside le droit et la force. Simples citoyens, sans autre appui que le peril public, sans autre titre que notre dévouement, tremblans d'accepter, pressés de restituer le dépot des destinées de la patrie, nous n'avons eu qu'une ambition, celle d'abdiquer la dictature dans le sein de la souveraineté du peuple.

Le trône renversé, la dynastie exilée, elle-même, nous ne proclamâmes pas la République; elle n'était proclamée elle-même par la bouche de tout un peuple. Nous ne fîmes qu'écrire le vœu de la nation.

Notre première pensée, comme le premier besoin du pays, après la proclamation de la République, fut le rétablissement de l'ordre et de la sécurité dans l'Paris; dans cette cause qui est et a été difficile et plus méritoire dans un autre temps et dans un autre pays, nous fûmes aidés par le concours des citoyens.

Pendant qu'il tenait encore d'une main le fusil dont il venait de foudroyer la royauté, ce peuple magnanime relevait de l'autre main les barricades, rétablissait avec la crête publique la circulation, ouvrait aux transactions, aux arts, aux travaux leurs routes accoutumées, et, sans police, sans autre force publique que celle de son propre honneur, il maintint lui-même, par son attitude, par sa confiance, par sa modération, par son silence même, la tranquillité de la capitale.

Ce principe, c'était le déthocratie pacifique, l'égalité par les droits, la fraternité par les institutions. La révolution accomplie par le peuple devait s'organiser, selon nous, au profit de peuple par une série continue d'institutions fraternelles et intelligentes propres à souffrir régulièrement, à travers les conditions de dignité individuelle, d'instructions, de lumières, de salaire, de moralité, d'élémens de travail, d'aisance, de secours, et d'avènement à la propriété qui supprimerait le nom servile de prolétariat, et qui élevassent le travailleur à la hauteur de droit, de devoir et de bien-être des premiers nés à la propriété. Elever et enrichir les uns sans abaisser et sans dégrader les autres; conserver la propriété et la rendre plus féconde et plus sacrée en la multipliant et en la partcellant dans les mains d'un plus grand nombre; distribuer l'impôt de manière à faire tomber son poids le plus lourd sur les plus forts, en allégeant et en accourant les plus faibles; créer par l'Etat le travail qui manquerait, accidentellement par le fait du capital intimidé, afin qu'il n'y eût pas un travailleur en France à qui le pain manquât avec le salaire; enfin, d'étudier avec les travailleurs eux-mêmes les phénomènes pratiques et vrais de l'association et les théorie exposés prématurément dans des systèmes pour y chercher consciencieusement les applications, pour en recueillir les vérités, pour en constater les erreurs, telle fut la pensée du gouvernement provisoire dans les décrets dont il confia l'exécution ou la recherche au ministre des finances, au ministre des travaux publics, enfin à la commission du Luxembourg, laboratoire d'idées, congrès préparateur et statistique du travail; travaux industriels, éclairé par des délégués studieux et intelligens de toutes les professions laborieuses, et présidé par deux membres du gouvernement lui-même.

Le gouvernement provisoire fonda le crédit mobilier, le crédit foncier, le déclassement momentané d'une masse immense d'ouvriers manufacturiers, les économes que ces masses de bras inoccupés pouvaient faire dans la société, et leur imposa, par patience et leur résignation patriotique n'avaient pas été le miracle de la raison; la dette exigible de près d'un milliard, que le gouvernement déchargea avec la confiance rendue le capital aux mains des manufacturiers, le salaire, cette dime productive du capital, aux travailleurs, et où votre puissance nationale seront à la hauteur de toutes les difficultés.

Le ministère de l'instruction publique et des cultes réuni dans la même main fut pour le gouvernement une manifestation d'intention et pour le pays un pressentiment de la situation nouvelle que la République voulait et devait prendre dans la double nécessité d'un enseignement national et d'une indépendance plus réelle que celles exigeaux et libres devant la conscience et devant la loi.

Le ministère de l'agriculture et du commerce, ministère étranger par sa nature à la politique, ne put que préparer avec zèle et activité les vastes institutions nouvelles appelées à féconder le premier des arts utiles; il étendit la main de l'Etat sur les intérêts souffrans du commerce, que vous seul vous pourez relever par la sécurité.

Telles furent nos différentes et incessantes sollicitudes.

Grâce à la Providence, qui n'a jamais manifesté plus évidemment son intervention dans la cause du peuple et de l'esprit humain, grace au peuple lui-même, qui n'a jamais mieux manifesté le trésors de raison, de civisme, de générosité, de patience, de moralité, de dignité que cette station que cinquante ans de liberté imparfaite ont elaborés dans son ame, nous avons pu accomplir, bien imparfaitement sans doute, mais non sans bonheur pourtant, une partie de la tâche immense et périlleuse dont les événemens nous avaient chargés.

Nous avons tondu la République, ce gouvernement déclaré impossible et funeste à d'autres conditions que la guerre étrangère, la guerre civile, l'anarchie, les prisons et l'échafaud. Nous avons montré la République heureusement compatible avec la paix européenne, avec la paix intérieure, avec l'ordre volontaire, avec la liberté individuelle, avec la douceur et la sérénité des mœurs d'une nation pour qui la haine est un supplice, et pour qui l'harmonie est un instinct national.

Nous avons promulgué les grands principes d'égalité, de fraternité, d'unité qui doivent, en se développant de jour en jour, être non les lois ten par tout et pour tout, accomplir l'unité du peuple par l'unité de la représentation.

Nous avons universalisé le droit de citoyen en universalisant le droit d'élection, et le suffrage universel nous a répondu.

Nous avons armé le peuple tout entier dans la garde nationale, et le peuple tout entier nous a répondu en voulant l'arme que nous lui avons confiée à la défense unanime de la patrie, de l'ordre et des lois.

Nous avons passé quarante-cinq jours sans autre force exécutive que l'autorité morale et intélérent fraternelle dont la nature avait bien reconnaître le droit en nous, et ce peuple a consenti à se laisser gouverner par la parole, par nos conseils, par ses propres et généreuses impressions.

Nous avons traversé plus de deux mois de crise, de cessation de travail, de misère, d'détresses d'agitations politique et d'angoisse sociale, et nous pouvons aujourd'hui vous dire que le capitale d'un million et demi d'habitans, sans que les propriétés aient été violées, sans qu'une colère ait menacé une vie, sans qu'une répression, une proscription, un emprisonnement politique, une goutte de sang répandue en notre nom aient attristé le gouvernement dans Paris. Nous pouvons redescendre de cette longue dictature sur la place publique et nous mêler au peuple, sans qu'un citoyen puisse nous demander, "Qu'as-tu fait d'un citoyen!"

Avant d'appeler l'Assemblée nationale à Paris, nous avons assuré complètement sa sécurité et son indépendance en armant, en organisant la garde nationale, et en lui donnant pour garde tout un peuple armé.

Il n'y a plus de factions possibles dans une république où il n'y a plus de divisions entre les citoyens politiques et les citoyens non politiques, entre les citoyens armés et les citoyens désarmés. Tout le monde a son droit, tout le monde a son arme. Dans un pareil état, l'insurrection n'est plus le droit extrême de résistance à l'oppression, elle serait un crime. Celui qui se révolte n'est plus qu'un traître à la patrie.